

**MINISTERE DE
L'ECONOMIE
DES FINANCES ET DU
DEVELOPPEMENT**

CABINET

BURKINA FASO
Unité-Progrès-Justice

ARRETE N° 2017 391 /MINEFID/CAB
portant modalités d'immatriculation des
marchés publics et des conventions de
délégations de service public.

**LE MINISTRE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES
ET DU DEVELOPPEMENT**

- Vu** la Constitution ;
- Vu** le décret n°2016-001/PRES du 06 janvier 2016 portant nomination du Premier ministre ;
- Vu** le décret n°2017-075/PRES/PM du 20 février 2017 portant remaniement du gouvernement ;
- Vu** le décret n°2017-148/PRES/PM/SGGCM du 23 mars 2017 portant attributions des membres du gouvernement ;
- Vu** le décret n°2016-381/PRES/PM/MINEFID du 20 mai 2016 portant organisation du Ministère de l'économie, des finances et du développement ;
- Vu** la loi n°039-2016/AN du 2 décembre 2016 portant réglementation générale de la commande publique ;



MSAF n° 01056

1368/2017

- Vu** le décret n°2017-0049/PRES/PM/MINEFID du 1^{er} février 2017 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public ;
- Vu** le décret n° 2017-0050/PRES/PM/MINEFID du 1^{er} février 2017 portant attributions, organisation et fonctionnement de l'Autorité de régulation de la commande publique ;
- Vu** le décret n°2017-0051/PRES/PM/MINEFID du 1^{er} février 2017 portant réglementation de la maîtrise d'ouvrage public déléguée ;

ARRETE

- Article 1** Les dispositions du présent arrêté fixent les modalités d'immatriculation des marchés publics et des conventions de délégations de service public.
- Article 2** Les marchés publics et les conventions de délégations de service public sont immatriculés par l'autorité contractante selon un code d'immatriculation.
- Article 3** Aux termes du présent arrêté, le code d'immatriculation permet d'identifier les éléments

suivants, conformément aux annexes I et II :

- l'autorité contractante ;
- la nature du contrat ;
- la source de financement ;
- le mode de passation ;
- l'année correspondant à la gestion budgétaire concernée ;
- le numéro chronologique.

Article 4

Le Secrétaire Général du Ministère de l'économie, des finances et du développement est chargé de l'application du présent arrêté qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, notamment l'arrêté n°2010-445/MEF/CAB du 31 décembre 2010 portant modalités d'immatriculation des marchés publics et sera publié au Journal Officiel du Faso.

Ouagadougou, le 15/09/2017

Pour le Ministre de l'économie, des finances
et du développement, le Ministre Délégué
chargé du Budget




Edith Clémence YAKA

Officier de l'Ordre National

ANNEXE

ANNEXE 1

L'immatriculation est de forme numérique ou alphanumérique et se présente comme suit :

Colonne 1	<p>Code d'identification de l'autorité contractante</p> <p>Ministères et institutions : numéro à deux chiffres de la section</p> <p>Communes : CO-SIGLE</p> <p>Arrondissement : CO-(O pour Ouagadougou ou B pour Bobo-Dioulasso) suivi de AR et du numéro de l'arrondissement</p> <p>Conseil régional : CR</p> <p>Région, crédits délégués : CDR</p> <p>Province, crédits délégués : CDP</p> <p>Sociétés d'Etat : SE-SIGLE</p> <p>Etablissements publics de l'Etat : EPE-SIGLE</p> <p>Autorités Administratives Indépendantes : AAI-SIGLE</p> <p>Autres autorités contractantes : AAC-SIGLE</p>
Colonne 2	<p>Code d'identification du niveau de l'autorité contractante (central, décentralisé ou l'étranger) : 2 chiffres</p> <ul style="list-style-type: none">- Niveau central : 00- Niveau régional (toute entité relevant de la région concernée) : code d'identification de la région administrative concernée- Etranger : 99
Colonne 3	<p>Code identifiant la nature de la prestation : deux (02) chiffres</p> <p>01 : Équipements, fournitures et services courants ou connexes</p>

	02 : prestations intellectuelles 03 : travaux de bâtiment 04 : travaux routiers 05 : travaux de barrages 06 : aménagements hydro-agricoles 07 : canalisations d'eau potable 08 : stations de pompage, d'irrigation 09 : travaux de forage et de puits 10 : autres travaux public 11 : concession de service public 12 : affermage de service public 13 : régie intéressée
Colonne 4	Identifiants des modes de passation : deux chiffres 01 : appel d'offres ouvert 02 : demande de prix 04 : demande de cotations (formelle et non formelle) 05 : demande de propositions 06 : demande de propositions allégée 07 : consultation de consultants 08 : appel d'offres restreint 09 : entente directe
Colonne 5	Code d'identification de la source de financement : deux chiffres - Budget national (y compris les démembrements de l'Etat) : 00

	- Autres financements : code partenaire technique et financier correspondant au numéro d'ordre attribué à chaque partenaire technique et financier de fonds intervenant dans le pays ou numéro attribué au partenaire privé interne
Colonne 6	Année en cours : quatre chiffres
Colonne 7	Numéro chronologique constitué de cinq chiffres (une seule série de numérotation pour tous les contrats de l'autorité contractante)

ANNEXE 2 : liste et codes des partenaires techniques et financiers

BILATERAUX

00	ETAT	BFA	Etat
B3	CLUB- PARIS	FRA	Créanciers du Club de Paris
B4	B.E.I	BEI	Banque Européen d'investissent
B5	France -BF	FRA	Banque de France
B7	C-ALST- BK	AUT	CreditantltdBankverein
B8	ALGERIE-BC	DZA	Banque Centrale ALG (p/c du GVT Algérien)
C1	COFACE	FRA	COFACE
C2	SACE	ITA	SACE
C3	CGRAE	CIV	CGRAE
C6	SII	ITA	Société italienne Intertrade
D1	A-K-BK	AUT	O.KONTROLL BANK
D2	NCM- P.BAS	NLD	Nederlansche Credielverzekering Maatsapprv

